**JECO 2021 à Lyon du 03 novembre au 05 novembre 2021**

**Faire des utopies une opportunité.**

**Vous trouverez ci-joint les notes prises lors des JECO du 03 au 05/11/2021.**

**La plupart des conférences sont accessibles par vidéo sur le site des JECO.**

**Il s’agit de notes avec tout ce que cela comporte de défauts et de maladresses de rédaction.**

***La plupart des conférences citées ont été filmées et sont disponibles sur le site des JECO.***

***(Les abréviations en gras se référent souvent aux initiales des intervenants (ex : PA = Philippe Aghion)).***

**Séance d’ouverture 2021**

**03/11/2021 10h-11h**

Président : Pascal Le Merrer : DG JECO

Emeline Baume Métropole de LYON

Andrea Joss directoire Caisse d’épargne

Pierre Olivier Conseil régional Rhônes-Alpes

Guilia Sestieri BDF

**GS BDF, résultats du questionnaire annuel**

Nouveau thème pour les info que les ménages veulent avoir : le vieillissement et fi des retraites.

Question des finances publiques et inflation interroge plus.

Ceux peu ou pas intéressé par l’éco : jeunes de 18-24 ans et les 25-34 ans.

Plupart des français considère avoir un niveau moyen en éco : résultats stables

Pour les défis socio-éco dont il faut s’intéresser de manière urgente : on trouve le changement climatique devant le chômage, l’exclusion sociale et la pauvreté

Le risque sanitaire est moins mis en avant.

Quels acteurs pour faire face à ces défis : Etat et pouvoirs publics bien devant les citoyens que les autres acteurs.

Selon eux nous sommes bien préparés pour une crise sanitaire et une évolution techno rapide et comme secteur où nous ne sommes pas présentés : crise migratoire et réchauffement climatique.

Quelle meilleure sol° pour les risques environnementaux ? réglementation + plus contraignante ou subventions ou taxes : c’est la réglementation qui l’emporte.

Sur le questionnaire : la perception de l’aug des prix a augmenté.

Les français ont tendance à avoir une perception de l’inflation plus importante que celle réellement (pas cette année).

Les 2 ppx postes de dépenses selon les ménages : le logement, énergie et alimentation.

C’est une perception beaucoup plus importante que la réalité.

Poste dont le prix a le + augmenté : énergie, alimentation selon les ménages.

Le surendettement des ménages est un sujet d’inquiétude devant les critères de sélection et contraintes réglementaires.

**AJ Caisse d’S**

Pour la BCE a priori l’inflation devrait être conjoncturelle et revenir à un niveau plus faible en 2022.

Cependant, l’S massive des ménages concernaient stt les ménages les plus aisés, par conséquent le prix de l’énergie va toucher beaucoup plus les ménages à faible revenu.

Remarque : les canaux par lesquels circulent la monnaie intrigue car certains mécanismes économiques ne semblent plus avoir cours.

Retour au questionnaire :

La majorité des interrogé ont considéré que le concept de croissance éco est dépassé ou doit être réorienté vers des activités bas carbone. 17% une minorité pense que la décroissance est nécessaire.

Pour 24% des français, l’éducation nationale est prioritaire devant la lutte contre le réchauffement climatique, la réduction des inégalités, le fonctionnement de la justice.

Au niveau microéco : quel fut le chgmt le plus durable dans leur vie :

44% aucun changement durable, un peu sur le dvlpmt durable et mode de travail.

40% ont télétravaillé pdt le confinement, 17% ont eu recours mais plus auj. et une minorité y recours encore.

1 an et demi : 160 mds de surplus d’S selon la BDF (160mds en plus que la tendance). On pense que cela sera 180 Mds en fin d’année.

Les ménages à 27% pensent utiliser l’S dans les 2 ans, 14% ds les 6 mois, 23% à plus LT.

Il y a une répartition des échéances de l’utilisation de l’S.

Concernant le télétravail, il y a des interrogations sur le management, la culture d’entreprise, l’immobilier et le flexoffice, l’organisation concrète, la coordination, …

**Un chemin vers un monde plus résilient ?**

**03/11/2021 11h-13h**

Patrick Artus : économiste

Emeline Baume VP métropole de lyon

Laurent Berger CFDT

Laurence Boone économiste OCDE

Daniel Cohen (école d’éco de Paris)

Georges Képénékian : médecin

Katheline Schubert : économie Paris 1

Modérateur : Marie Viennot

**Patrick Artus**

Si on regarde la situation auj, on peut se demander si nous avons réellement eu une crise.

On regarde de moyenne, certaines catégories de personnes et d’entreprises sont en difficultés.

2 fois moins de faillite des entreprises.

Marges béné le plus haut depuis 49.

Niveau d’emploi supérieur à avant la COVID, part plus importante d’embauche en CDI.

Les déscolarisés, ss emplois a baissé en part.

La dette nette des entreprises (nette de trésorerie) a baissé.

On a l’impression que l’éco va mieux qu’avant la COVID

Questions :

* Pourquoi ?

R/ intervention de l’Etat sans commune mesure.

Progrès de productivité, efforts de modernisation (automatisation, numérique, robotique) + télétravail l’expliquent.

USA, on s’attend à une aug de 5 points de la productivité.

* Quelles factures ? qu’existe-t-il sous le tapis ?

L’éducation et les pbl d’apprentissage chez de nombreux jeunes

Inflation est un risque (avec une demande de biens qui augmente)

Certains pays en grande difficulté chez les émergents (pauvreté, alimentation en Tunisie, Liban).

Les politiques monétaires (monétisation des dettes) finira par avoir des effets sur nos économies comme la hausse des prix de l’immobilier

**CCL : grand étonnement sur la bonne situation économique et la question des coûts de cette crise et les domaine où cela va intervenir.**

**LAURENT BERGER CFDT.**

La résilience ce n’est pas faire comme avant.

C’est construire un autre modèle de développement sans faire trop vite avec une boussole.

Comment y parvenir ?

* Préparer l’éco et les travailleurs au chgmts.

La transition techno et écologique va avoir des coûts sociaux très importants.

Cela nécessite de l’Ient public et privé.

Il va falloir accompagner pour former, transition pro et développement des compétences.

Cela risque d’être méprisé ds les mois à venir car l’éco repart.

IL va falloir articuler les chantiers en évitant le fonctionnement en silos (emploi, territoire, logement) …

* La réduction des inégalités (éducation, logement, marché du travail).

Accompagner les ménages modestes notamment dans la transition écologique pour faire face aux dépenses contraintes.

Va se poser la question de la fiscalité.

* L’enjeu démocratique

Il va beaucoup négocier et à tous les niveaux.

Il faut aller davantage vers la démocratie participative.

Ces 3 conditions doivent se faire au niveau européen.

2 défis : socle européen des droits sociaux (salaires mini, droit min, …) et réformer la gouvernance éco de l’UE (intégrer plus de vision sociale dans les règles budgétaires, …).

Il faut une boussole = nouveaux indicateurs au-delà de la croissance (reprendre la loi Eva SAS).

Il faut aller au-delà des indicateurs économiques.

Le télétravail bouleverse l’activité syndicale mais aussi tout le champ de la vie privée.

**Daniel Cohen, économiste**

Surprise sur la vitesse à laquelle l’éco a rebondi.

Cela modifie la façon dont on analyse les crises éco.

Vision keynésienne et classique. Ici on voit que l’on a eu un peu des 2.

Keynes : crise des effets en forme de spirale avec esprits animaux et effets psychologique. Or ici les Etats ont « fait le job » au sens keynésien. La dynamique des esprits animaux n’a pas créé de spirale négative.

Toutes les anticipations dépendaient des incidences de la maladie comme mécanisme de coordination des anticipations très efficaces (il faut donc réfléchir sur ces mécanismes de coordination des anticipations).

Cette crise est pour l’instant la + sévère et la plus rapide d’après-guerre.

Des inquiétudes sont là :

* Le sentiment qui domine : inquiétude, fatigue, lassitude … pbl de sommeil.

Aux USA pas le tx de chô avant crise, courbe de Beveridge s’est bcp déplacée. The great resiliation : la grande démission, des personnes qui ne reviennent pas sur le marché du w.

P Krugman, les gens ne veulent pas revenir travailler comme avant. Questionnement existentiel sur leur vie. Question : pouvoir d’achat et télétravail.

Le pouvoir d’achat est compliqué à mesurer et on voit des inquiétudes importantes en lien avec celui-ci et des questions plus générales.

* Cette crise ne ressemble pas à celle d’avant. Crise de 2008 est la dernière du 20e siècle car on a les mécanismes éco du 20e s et les solutions du 2e siècle.

La crise est différente, car pas les mêmes remèdes et elle montre l’importance de la cohésion sociale.

Or la France n’est pas bien classée dans les indicateurs de cohésion sociale.

**Emeline Baume VP métropole de lyon**

Vulnérabilité sur les ressources et sur les MP

Vulnérabilité sur les Ient publics et infrastructures publiques

Vulnérabilité territoriale

Il faut travailler avec les acteurs locaux et autres agglomérations.

Lutte contre les inégalités avec des pbl de transports en commun

**Georges Képénékian : médecin**

Une pandémie est souvent source de grande modification et de remise en question du système.

Il faut démédicaliser la médecine, tout n’est pas dans la technique médicale mais la question est beaucoup plus globale.

Il faut parler de santé globale et l’intégrer dans les territoires.

La ville n’est pas la bonne échelle pour gérer ces pbl de pandémies.

**Laurence Boone économiste OCDE**

Résilience c’est la capacité à éviter, gérer, rebondir face aux chocs.

Nous n’étions pas préparés et la préparation est un élément important pour la résilience.

Au niveau éco, on était préparé pour la mise en œuvre des politiques économiques et le système social.

On a des chocs qui nous attendent et on les connait :

* Condition climatique
* Pandémie future (Larry Summers)
* Le numérique.

Ces   types de chocs sont connus.

 Points + :

* La coopération internationale est indispensable. Il faut plus de collectif mondial.
* Les outils existent, on aura besoin de tous les outils notamment pour la transition énergétique.

Réglementation locale mais aussi européenne.

* Changement de la façon de faire de la politique publique en mobilisant et faisant évoluer les compétences des individus. Il faut impliquer les populations, expliquer et partager les informations.

Il faut impliquer les individus : la délibération (avec des groupes représentatifs comme dans la convention citoyenne) avec des recommandations

+ la démocratie participative (on prend en compte toutes les parties prenantes sur une question précise) + grandes enquêtes sur des pays et nombreuses personnes pour voir ce qu’ils comprennent des situations et des politiques.

**Katheline Schubert : économie Paris 1**

Onu il y a un programme sur la prévention et la gestion des catastrophe avec différentes étapes : écouter la sciences, mettre des infrastructures résilientes, comment en sortir renforcés, ...

Ces programmes existent depuis longtemps sur la résilience macroéconomique.

Au niveau micro, les vulnérabilités ne sont pas les mêmes ce qui entraine des interventions différentes sur les populations les plus pauvres, selon les systèmes de protections sociales, selon les vulnérabilités individuelles …

Sur les catastrophes climatiques, on peut mettre en place des systèmes mais il y aura de toute façon des catastrophes que l’on sait déjà.

Il faudra se préparer pour être résilient. On sait que la solution est « l’adaptation ».

Il ne faut pas des plans vagues, il faut du détail, des éléments opérationnels.

Ex : vague de chaleur extrême. Ajustement marginal : arroser, brumisateur, ventilateur, clim, …

Ce n’est pas de la résilience réellement.

Ajustement + élaboré : plan canicule, pièce dans les maisons de retraite.

Transformation structurelle : effort + grand = variation du plan d’urbanisme, modifier les règles d’urbanisme, changer les cultures, les régimes alimentaires, modification des heures de travail, normes vestimentaires professionnelles, …

IL faut faire ces transformations structurelles car les risques sont certains.

La sté doit se mettre d’accord sur ce qu’elle veut conserver.

S’adapter suppose des choix, c’est un problème social et éthique.

A quoi accorde-t-on de la valeur ?

**PA**

La crise n’est pas terminée. Avons-nous les moyens de faire la prévention de la suite ? de faire les Ients nécessaires ?

On identifie bien les pbl futurs mais avons-nous les ressources pour y faire face.

La dette COVID n’existe pas car elle est détenue par les banques centrales. Or les banques centrales c’est l’Etat.

Le pbl c’est la liquidité qui a été injectée et que faire de cette liquidité

Il est important de redonner de la perspective, de se mettre d’accord sur ce que l’on veut comme société.

L’éducation et la mixité sociale des écoles (OCDE) est un des éléments essentiels.

Cohen fait réfé au livre « noise » avec la pbl des réseaux sociaux et des discussions collectives avec les décisions qui sont prises avec des cascades informationnelles et des biais cognitifs avec la majorité qui se relie à celui qui crie le plus fort.

Ce « noise » est dangereux dans la prise de décision collective dans nos stés démocratiques où les réseaux sociaux capturent les opinions vers un unanimisme.

Se pose la question de l’intelligence collective loin de la colère et de la peur qui permet de persuader des personnes sur les réseaux sociaux.

Il faut mettre l’accent sur le rapport humain pour la démocratie participative et non pas sur la base des réseaux sociaux.

Il va falloir anticiper les changements notamment sur le capital qui va se transformer pour éviter les suppressions massives en un temps cours d’emplois.

Les lobbys sont terrifiés par la vitesse rapide du changement comme dans l’automobile. Les lobbys ne sont pas contre le changement mais vont essayer d’allonger la durée de cette période de changement.

**Réinventer la politique économique après la crise de la COVID**

**03/11/2021 14h-14h45**

Daniel Cohen (école d’éco de Paris)

François Villeroy de Galhau : BDF

Modérateur : Marie Dancer

Question de la croissance éco

Consensus sur les politiques keynésiennes.

Cette croissance fonctionne s’il y a des gains de productivité. On a des gains de productivité prévu et de la croissance économique à CT mais c’est beaucoup plus problématique à MT.

La productivité et les moyens de l’améliorer (l’éducation) sont au cœur du débat.

Question actuellement de la dette :

Selon Cohen pas d’inquiétude sur le niveau, car les taux d’intérêt réel actuellement sont nuls voire négatifs donc ce n’est aps un pbl actuellement.

Il ne faut pas réfléchir sur les niveaux de la dette mais sur la charge de la dette (les intérêts)

Selon F VdeG c’est moins sur car on ne connait pas la variation future de l’inflation et des taux par conséquent il est dangereux de penser que la dette ne sera jamais un pbl.

De plus en 2023 la procédure des déficits excessifs en Europe va revenir donc cela reviendra sur la scène

De plus on ne peut annuler la dette publique car ce n’est pas en conforme aux traités signés au sein de l’UE et en plus la dette n’appartient pas à la banque de France mais à la BCE.

Cela n’est donc pas d’actualité

Se pose donc la question de quelle place de la politique éco

Départ avant la fin pour pouvoir suivre la conf suivante.

**Questionner les réponses de l’économie**

**03/11/2021 15h-16h30**

Pierre-Noël Giraud : paris tech, Dauphine

André Orléan CNRS

Aurélie Piet : économiste

Laurence Scialon prof d’Université à Nanterre

**PNG**

On constate l’augmentation des inégalités mais on n’a pas de thie la dessus. Cela conduit à des débats sur la fiscalité.

De même, on n’a plus de théorie macro sur l’inflation.

On n’a pas de théorie des prix car on n’a pas de théorie du capital pour expliquer son accumulation.

Il ne faut pas fonder les théories macro à partir des comportements globaux sans s’appuyer sur des fondements micro agrégés.

De même sur la thie de développement, pas de théorie globale sur le développement dans les éco au régime politique fort.

Il faut réencastrer l’éco dans la nature, la société, dans l’Etat (pour comprendre la Chine), dans les thies du comportement (ou l’homme).

Le pbl est de penser une thie éco du tout.

**AO**

Il faut réencastrer l’éco et pas cherche l’éco pure.

Au centre de cela : la théorie de la valeur. Quel prix.

Pendant lgtps : les classiques = valeur travail.

Révolution marginaliste (1870’s) = valeur utilité

On est plus du point de vue du consommateur sur son évaluation des objets.

Cette vision de la valeur est caricaturale pour comprendre la valeur dans les échanges (ex : le sang)

La question de l’utilité pour comprendre la valeur est faible.

Au lieu d’avoir un point de vue calculatoire, il faut comprendre la valeur d’un bien à partir des « valeurs ».

M. J Sandel « ce que l’argent ne saurait acheter »

Se pose la question de la valeur marchande en fonction d’équité et l’idée que cela transforme l’objet.

Ex : sang devient marchand, ce seront les pauvres qui le vendront = rupture d’équité.

ex : crèche, si on fait payer les parents en fonction du retard, ils sont encore plus en retard car on a modifié la valeur du service.

La valeur utilité est fondamentalement individualiste. C’est l’individu qui mesure la valeur de l’objet.

Il y a un encastrement de l’économique et du social.

**AP**

L’économie ne propose pas de réponses aux pbl actuels comme les pbl écologiques car elle pose mal les questions et ne remet pas en question le modèle actuel.

L’économie fournit des remèdes mais ne s’interroge pas sur l’origine des maux.

Actuellement l’éco recherche la croissance éco face à nos besoins illimités.

Peu importe de produire tant que l’on produit ce qui met en danger le vivant et donc l’espèce (anthropocène).

Il faut être fou pour croire à une croissance infinie dans un monde fini.

On peut prospérer sans croissance.

On ne peut pas régler un pbl avec la même mode de pensées que celui qui a créé ce pbl.

Il faut changer son mode de pensée, travailler avec d’autres corpus de recherche et aller vers une croissance qualitative.

Sur le terrain, une théorie est en train d’émerger avec de nouveaux indicateurs et de nouveaux domaines.

**LS**

Comment réencaster l’éco ?

Les économistes ne sont pas outillés pour le faire.

Ex : la macro n’intègre pas les flux d’énergie.

De multiples questions :

* Dans une démocratie, comment surmonter la tragédie des horizons ?

Les coûts portent sur les génération présentes avec au mieux une non détérioration de la situation dans des dizaine d’année.

Comment financer les biens publics mondiaux ? le pays qui investit le plus ne va pas pouvoir capter les bienfaits pour sa population. De plus on une dette sur les PED (revendication de l’Inde)

* Comment penser la décision publique en incertitude radicale (on ne peut s’appuyer sur le passé).

Les décisions publiques s’appuient sur la production de données pour guider la décision.

Ex : les modèles de finance ne savent pas anticiper les risques climatiques car il n’y a pas de données du passée -> on surfinance les énergies fossiles et sous-finance le vert.

Cela encourage le réchauffement climatique et encourage des déséquilibres comme pour les réassureurs.

Ex : Nordhaus : réchauffement de 6° c’est moins 6% du PIB. Cela pour lui est soutenable.

Or à 4° certaines populations seront dans des conditions mortelles de vie 1/3 de chaque mois.

Le modèle macro n’est donc pas adapté.

Le big data est une avancée mais ne dit rien sur l’incertitude radicale.

Les expériences naturelles (prix Nobel de cette année) ne résolvent pas le pbl de l’équilibre naturel. Cela ne nous apprend rien.

Il faut arrêter de penser que les équilibres de marché ont un pouvoir de coordination suffisant.

Il faut des designs institutionnels innovants en travaillant avec les climatologues, sociologues, …

Il faudra une approche plus systémique (ex : Goergen)

La ligne éditoriale aujourd’hui des thèses, ce sont des attentes importantes sur des modèles économiques et une méthodologie imposée qui empêche de modifier le système de pensée.

On parle aujourd’hui de « capitaloscène » soit un système qui détruit le système capitaliste.

**PNG**

Quand on parle de sciences économiques, il faut comprendre que c’est une science du capitalisme.

Le socialisme n’a pas de théorie en tant que telle.

Si on ne croit pas à un capitalisme vert, l’économie ne sert à rien car l’économie s’intègre dans le capitalisme.

Le capitalisme est malléable et peut donc évoluer. Si on n’y croit pas, la science économique ne sert à rien. On est dans des pensées révolutionnaires auxquelles l’économie n’apporte rien.

Capitalisme au sens propriété privée, recherche du profit et rapport d’échange autour de la monnaie.

Il y a une diversité dans la pensée économique et parmi les économistes.

Pour A Orléan, le pbl est que la plupart des économistes sont dans le même paradigme avec un courant ultra dominant.

La question se pose de savoir si l’économie n’est pas là pour décrire les phénomènes plus que de prévoir le futur.

**Chine et Etats-Unis : l’inévitable affrontement**

**03/11/2021 17h-18h30**

Michel Fouquin Cepii

Céline Antonin OFCE

Jean-François Dufour DCA Chine analyse

Camille Macaire CEPII et BDF

Marie Françoise Renard science éco Université Auvergne

**CA**

**Question sur la Chine : est-elle passée d’une éco de l’imitation à l’éco de l’innovation à la frontière.**

Le syst politique communiste avec l’éco de l’innovation est une spécificité historique.

Sur la propriété intellectuelle, il y a différentes sanctions européennes.

* Aug des droits de douanes (juin 2018, 4 salves de droits de douane)…
* Mesures ciblant des entreprises spécifiques : ex : 2018 Huawei et ZTE avec interdiction de l’utilisation des équipements par l’Etat fédéral pour cause de sécurité
* Contestation dans l’OMC du statut autodéclaré de PED de la Chine par USA car cela donne qques avantage.

Rivalité géopolitique : la route de la soie (terre et mer) avec la réaction du G7 « Build Back better word » (40 mds de $)

Rivalité commerciale entre 2000 et 2020, la Chine commerce plus avec tous les pays du monde que les USA sauf A mérique du Nord.

Mais hégémonie américaine en R&D par rapport à la Chine en salariés + entreprises en innovation.

Frontière techno = stade le plus avancé du dvlpmt techno (la plus efficace auj).

Un PED au départ rattrapage puis à un moment il faut passer à l’éco de l’innovation au risque de rester dans un entre 2 (éco de l’imitation).

Les priorités ne sont pas les mêmes (x : dans l’éducation, stt Ient dans le primaire en rattrapage et Iend dans l’éducation dans le supérieur ds éco de l’innovation)

En 20 ans la Chine dépose presque autant de brevet que les USA sur techno de pointes (blockchain, IA, génomes, vision artificielle (Bergeaud et …))

La question se pose de la qualité des innovations. Elle reste inférieure mais la qualité s’accroit (entre innovation incrémentale et radicale).

Ex : semi-conducteurs en Chine

+ grand marché mondial du monde mais forte dépendance des appro car la Chine fait surtout l’assemblage et pas la conception.

Difficulté de passer à une éco de l’innovation.

**Points faibles :**

* **Interdépendance mondiale des chaînes de valeur** la Chine maîtrise rarement toute la chaîne de p°
* **Syst éducatifs chinois** encourage peu la créativité
* **Pbl de la démocratie pour attirer les chercheurs**
* **Faible protection des droits de propriétés intellectuelle**
* **Allocation sous-optimale des ressources avec des ent zombies qui devraient disparaître et sont maintenus par le système. Le capital n’est pas toujours bien réparti.**

**CCL : beaucoup de progrès encore une position intermédiaire entre éco de l’imitation et de l’innovation.**

**La main mise de l’Etat complexifiera le développement de l’éco de l’innovation sur l’ensemble de la planète.**

**Jean-François Dufour (conseil stratégique aux entreprises qui veulent aller en Chine)**

Du point de vue des entreprises Chinoises et Etat chinois, il y a des prophéties auto-réalisatrice.

L’affrontement Chine/USA sur les technologies remontent à une 1re sanction en 2008. Les autorités US considèrent Huawei comme une menace.

Plan « made in China 2025 », indique que l’industrie est faible et qu’il faut développer la Chine.

Cela conduit à l’endiguement des USA avec surtout Huawei et SMIC qui n’accède plus à ses fournisseurs étrangers.

Cela a un impact sur les entreprises chinoises.

Ex : Huawei a perdu des parts de marché (20% avant les sanctions, on pense 7% cette année).

Cela ne paralyse pas les entreprises chinoises.

Les entreprises visées se sont adaptées très vites aux sanctions. Huawei a dégringolé ds le smartphone, donc il développe leur activité dans les solutions aux entreprises (e : automobile, automatisation de l’exploitation des usines de charbons, …).

C’est un repositionnement rapide. Aides de l’Etat. Ils vont développer leur activité.

SMIC fondeur de semi-conducteur, a abandonné la dernière génération de semi-conducteur mais développe de nouvelles usines de génération d’anciens semi-conducteurs pour l’industrie auto en pénurie.

Il y a une intégration de la chaîne de valeur des entreprises chinoises. Ex : CETC qui développe des activités de la chaine de production de semi-conducteur.

Ils ne sont pas capables de produire mais se préparent à le faire.

Ce phénomène concerne les groupes publics et les géants du privé

On constate une reprise en main des groupes même privés pour atteindre les plan nationaux (ex : alibaba va investir dans certaines entreprises pour atteindre les plans internationaux).

Tout semble calme mais la Chine est immense et avec des contradiction en tant qu’économie sociale de marché.

Il y a le discours officiel et la réalité.

La chine a encore un énorme retard à combler à cause des effets de la révolution culturelle qui se voient encore.

Sur le surendettement, la Chine fonctionne ainsi. Il n’y a pas de contrainte de la rentabilité à CT pour mettre e, avant les obj stratégique.

(on peut cependant faire le parallèle avec le cas du Japon où les USA a forcé cette économie à s’ouvrir et limiter les achats d’entreprises US)

Le système financier chinois ne sera jamais normalisé car c’est un système public et s’il arrête ce financement, le pouvoir public sait que le système s’effondrera.

**CM**

Les 4 premières banques chinoises représentent 5 fois minimum la BNP. Elles ont des activités domestiques.

Cependant le yuan est utilisé 2.2% des échanges internationaux et autour de 5% des réserves de devises.

La Chine est donc dépendante au dollar. Ils veulent donc que le SMI soit plus multipolaire au détriment du dollar.

En 2009, le gouverneur de la Bq Centrale Chinoise indique que cette situation ne lui plait pas.

Différents processus sont mis en place

* Libéralisation des marchés fi pour pouvoir acheter des actifs libellés en devises chinoises (bonds and stocks connects).

Ces actifs doivent être sûrs (une certaine confiance ds le gouvernement chinois existe), pour l’accessibilité c’est plus compliqué.

La libéralisation totale des marchés des capitaux n’est pas compatible avec le système chinois.

* Normalisation à caractéristique chinoise avec des jalons cachés avec le système dollar.

il s’agit de renforcer la puissance fi notamment vis-à vis des pays émergents (route de la soie).

Il y a une logique de contournement et de positionnement là où il n’y a personne.

Chine est le 1er bailleur international pour les prêts (> à la banque mondiale et club de Paris) bilatéraux.

La Chine continue le syst dollar mais passe par un autre système pour s’imposer.

Il y a de nombreuses lignes de swap mises en place.

La Chine se positionne actuellement autour des échanges de monnaie numérique de banque centrale pour se positionner face aux cryptomonnaies.

**MF R**

Se pose enfin la question de la place de l’Europe au milieu de ce conflits.

La chine a un seul obj. : servir ses intérêts domestiques

La souveraineté nationale ne veut pas dire quitter les marchés nationaux.

USA : America first

70% commerce UE est intra-européenne, 10% qui reste vont en Chine et 20% viennent de Chine.

Cela représente la minorité des échanges mais cela dépend des pays et des secteurs d’activité.

Pour une centaine de produits sur 5600 produits nous sommes dépendants. Si nous n’y accédons pas, cela nous fragilise.

C’est vrai dans l’électronique car nous avons de grosses difficultés de reconstruire des chaines de valeur dans ce domaine.

La dépendance à la Chine dépend des IDE (All, France, Italie, RU) principalement).

De plus en plus les pays du nord aussi. La chine a recentré ses investissements dans les secteurs stratégiques pour ses plans et les nouvelles technologies.

Nous avons une dépendance de revenus vis-à-vis de la Chine car c’est un très grand marché.

Il y a des intérêts croisés entre la Chine et l’Europe.

La Chine bénéficie d’un temps long car elle est éloignée des contraintes démocratiques.

Sa politique industrielle est en adéquation avec la politique commerciale.

C’est différent de l’Europe où la politique de la concurrence a interdit certains rapprochements au détriment de sa politique commerciale.

Cela change pour l’Europe notamment à la suite d’un revirement de l’Allemagne et de l’utilisation de l’argent public pour la politique industrielle et les investissements stratégiques.

Il faut définir une politique industrielle + demande de réciprocité et politique des contrôles nécessaires pour plus de transparence.

Depuis 2019 l’Europe oblige les pays membres à déclarer l’IDE mais certains ne le font pas.

Il faut être vigilant sur les chaines de valeur et l’évolution des normes (ex : Internet des objets, la Chine est plus avancée donc elle risque d’imposer des normes.).

La solution n’est pas le multilatéralisme mais la définition de la souveraineté de l’UE et la création de grands projets avec certains partenaires en fonction des projets et compétences de chacun.

Chine est une éco sociale de marché avec une éco planifiée, une présence de l’Etat dans l’entreprise. Il y a la recherche d’une adhésion absolue au projet de la population.

On parle de « spontané planifié ».

Les Ients ds les Matières 1res sont en partie gérés. La priorité sont dans les investissements de technologies avant la problématique des Ient de Matières 1res.

**Le mystère de la productivité**

**04/11/2021 9h-10h30**

Céline Antonin (OFCE et collège de France)

Philippe Aghion, collège de France

Vincent Aussilioux (directeur France stratégie)

Claire Lelarge (Paris-Saclay)

**CA :**

Pourquoi la productivité est faible.

3e RI en 1969 avec la p° automisée et TOC qui devrait produire ses effets

4e RI s’amorce, internet des objets, big data …

On ne voit pas les effets de la 3e RI dans les statistiques.

On a une « une big wave » dans les années 60 (Gordon)

Depuis les années 90, le rythme de la croissance éco se ralentit.

Comment expliquer le paradoxe de Solow.

Croissance provient de la productivité du travail, heures travailléés.

Quand on décompose la croissance éco, le progrès technique participe moins que la croissance éco

Différents facteurs de croissance du PT : K humain, inno et orga, gdes inno et Ients en R&D et facteurs institutionnels.

Doit-on craindre que Gordon a raison sur la croissance séculaire.

**VA**

On constate une baisse de la productivité du travail depuis les années 70

On constate 3 ruptures structurelles : 86, 93 et 2004

On constate le rôle fondamental de l’accumulation du capital humain, il a contribué au ¾ à la croissance de la productivité du travail.

L’accumulation du capital humain s’est ralenti.

L’étude s’est concentrée sur la formation initiale.

On constate une forte croissance des études secondaires et supérieures puis cela ralentit en terme de rythme.

Les niveaux de formation étant élevé, cela ralentit.

Sur les autres pays européens c’est assez proche.

La France a cependant une marge d’amélioration de la qualité de sa formation notamment sur les compétences maîtrisées selon les enquêtes de l’OCDE.

On a une performance médiocre sur certaines catégorie d’emploi.

Les compétences des jeunes générations sur compréhension écrites, math et sciences, nous sommes dans la moyenne de l’OCDE et une petite tendance à la baisse.

L’enquête TIMMS de 2019 sur les scores des élèves de CM1 en math, la France est en bas du tableau.

Les étudiants du 1er quartile, milieu défavorisé ont des compétences faibles inférieures à la moyenne de l’OCDE.

Nos compétences plus tranversales (confiance, w en groupe, résolutions des pbl), la France performe moins.

Une forte concentration des salariés les plus diplomés dans les entreprises en France les plus productives.

Il faudrait un transfert des salariés vers les entreprises qui en ont le plus besoin.

Conclusion :

Moindres compétences de la France en numératie et littéracie et dans les compétences transversales et relationnelles.

Nous avons une marge de progression importante dans ces domaines.

Il s’agit d’un enjeu essentiel pour notre système.

2e idée : l’évitement fiscal conduit à biaiser la mesure de la productivité.

On sous-estime l’activité d’une entreprise dans un pays en raison de l’optimisation fiscale.

Qd une entreprise ouvre une filiale dans un paradis fiscal, sa productivité du travail les années suivantes baisse de 3.5% (1.5% de PGF) en raison du déplacement artificiel des activités vers le paradis fiscal.

On produit des actifs immatériels en France par exemple qui vont profiter à toutes les filiales mais les profits vont être localisés ailleurs ce qui fait que lorsque l’on calcule la productivité, elle baisse.

C’est d ‘autant plus vrai dans les entreprises sont intensives en actifs immatériels.

**Conclusion : les données sont biaisées**

**La fragmentation de la chaine de valeur complique également la mesure de la productivité.**

**P Aghion**

Le pouvoir de la destruction créatrice (chap 6 sur ce thème).

Question : pourquoi aux USA depuis le début des années 2000, il y a eu baisse de la croissance éco (wx Antonin, Gilbert Cette ont travaillé sur ce point).

3 explications pour expliquer cela :

* Les idées sont plus difficiles à trouver (Bloom, Jones, Van Reenen, Webb) = productivité décroissante de la recherche (croissance éco / nombre de chercheurs). Pour les trasistors, il faut de plus en plus de chercheurs pour respecter la loi de Moore. On doit 18 fois plus de chercheurs qu’au début des années 70.

Aghion n’est pas convaincu par cette ccl. Le travail sur les transistors augmente la variété des produits (ce que font les puces est plus large), il faudrait déflater par la variété car la qualité des transistors s’accroît avec la recherche.

La plupart des dépenses de R&D ne sont pas technologique, elles sont là pour créer des barrières à l’entrée et non faire des avancées technologiques.

* 2e explication possible : mauvaises mesures de la productivité. Le temps économisé par les nouvelles technologies n’est pas compté dans le PIB.

Aghion, Bergeaud, Boppart, Kleenow et Li « missing growth from creative destruction »

Il est difficile de distinguer ce qui relève de l’inflation et de l’amélioration de la qualité de produits.

La destruction créatrice empêche de mesurer correctement l’inflation.

On sous-estime la croissance réelle et on sur-estime l’inflation par la difficulté de la mesure de l’effet qualitatif.

Une aug des prix provient notamment d’effets qualitatifs qu’il faut prendre en compte par un ajustement des prix par la qualité.

Selon leurs études, la productivité est de 0.7 point supérieur aux études.

Au USA, la croissance réelle annuelle serait de 1.72% entre 2006 et 2013 mais la croissance mesurée est de 0.98%

* Le rôle des entreprises « stars »

Aghion, Bergeaud, Boppard … ont développé un papier pour expliquer la baisse de la productivité depuis 2005. Cela provient des entreprises qui produisent des TIC ou qui utilisent de nouvelles TIC ?

L’entrée de nouvelles entreprises dans l’éco diminue.

La baisse de la part du travail dans la VA, cela vient de l’hégémonie des entreprises qui avait une part du travail dans la VA déjà faible qui prennent le pas et à l’inverse des marges très importantes.

Ces superstars sont les GAFA notamment.

Elles inhibent l’innovation des autres entreprises et créent un effet de découragement.

Les TIC ont développé les GAFA qui ont beaucoup investi aujourd’hui et qui ensuite ont inhibé les marchés.

Il y a le pessimisme de Gordon mais pour Aghion, on peut y arriver mais il y a des efforts à faire. Il faut adapter la politique de la concurrence.

Se demander si une fusion-acquisition pourrait diminuer ou inhiber dans le futur l’innovation.

On peut d’interroger sur le démantèlement de certaines entreprises.

**Claire Lelarge = approche micro de la productivité**

**Racines micro-éco du mystère … de la productivité**

Beaucoup de débat sur la mesure de la productivité

Un espoir sur l’accès accru de données permettrait de résoudre le paradoxe de Solow. Le paradoxe macro se retrouve a priori au niveau micro.

Il y a un champ de recherche important.

Il y a eu accès récemment pour les chercheurs à la liasse fiscale des entreprises.

Cela se heurte aux pbl d’évasion fiscale cependant.

+ à l’évaluation du capital au niveau macro mais aussi au niveau micro.

On a du mal à créer des indicateurs de mesure de la productivité.

Le calcul au coût historique avec le principe de prudence pose pbl pour la mesure des facteurs de productions.

La mesure de la qualification n’apparaît pas dans les données disponibles ni le taux d’utilisation des facteurs de production.

De plus, même si on avait les info ce n’est pas sûre que l’on serait capable de les retraiter.

Les méthodo de micro posent de grands pbl car il manque de nombreuses variables comme la qualité du management, le capital incorporel …

Il y a d’autres biais d’économétrie car la productivité est un résidu, une mesure par défaut.

Cette mesure est sensible aux différentes hypothèses.

Il y a des tentatives pour décomposer la productivité à partir de la productivité des entrants et des entreprises déjà présentes.

En passant d’une données macro à des données micro, on obtient une forte dispersion de la productivité. Cela est étonnant mais c’est robuste.

La dispersion de la productivité semble croître sur la période récente (cela s’explique-t-il par les big stars ?).

Cette dispersion n’est pas facile à interpréter. Cette dispersion dépend en grande partie des indicateurs que l’on utilise pour la productivité.

La dispersion de la productivité est difficile à interpréter car cela peut être signe de dysfonctionnements du marché ou au contraire de problématique des coûts fixes où certaines entreprises ont dépassé le seuil de rentabilité et d’autres non.

Question :

Dans nos économies sur l’éco des fonctionnalités, du partage, … en quoi cette obsession sur la productivité est pertinente ?

L’analyse de la productivité nécessite de prendre en compte l’hétérogénéité des situations avec des leaders et des entrants … Or cela nécessite des recherches importantes et parfois de contourner la difficulté de la mesure de la productivité et PGF.

La productivité GF est un domaine de recherche important car c’est ce qui fait augmenter le revenu par tête. Or la mesure du bien être ne se limite pas au pouvoir d’achat.

D’autres dimensions, complémentaires (éco du bien être) sont indispensables.

Se pose la question d’amélioration des conditions de vie d’une partie de la population.

**Que se passe-t-il après la crise ?**

**04/11/2021 de 11h à 12h30**

Olivier Artus (recteur Université catho de Lyon)

Patrick Artus (conseiller éco)

Pierre Dockès (chercheur CNRS)

Stacy Tetard (maître de conf institutsté et famille)

Jérome Wittwer (prof science éco)

**Crise et inégalités**

Importantes inégalités inter et intra.

Pays pauvres ont eu le problème de l’insuffisance d’infrastructure de santé + moins de poss de déficit public avec création monétaire (créant une crise de change)

+ aug des Matières 1res posent pbl pour les pays importateurs

Ex : Liban et Madagascar

A l’inverse beaucoup de pays de l’OCDE s’en sortent bien.

La résilience d’un émergent pauvre est très faible.

A l’intérieur des pays : pas d’accroissement massif des inégalités de revenu.

Ex : la France

Au début de la crise il y avait « des trous dans la raquette » de la protection sociale mais cela a été réduit après.

On a bcp plus d’inégalités patrimoniales cependant. Certaines personnes se sont enrichies pendant la crise.

On a une inégalité patrimoniale et pas une inégalité des revenus.

**P Dockès**

Question des inégalités sur les épidémies de Peste.

Toutes les grandes épidémies ont pendant l’épidémie ont renforcé les inégalités devant la morts (5e s avant JC à Athènes, 1347 peste noire, 17e et 18e s dans les villes comme Marseille, Naples, Londres, Lyon).

Les plus pauvres et leurs quartiers sont touchés.

Cela a notamment un lien avec les rites funéraires (fosses communes).

Après les grandes épidémies, 1/3 de la pop disparait parfois.

14e siècle : monde plein, toutes les terres sont occupées, mise en terre les terres peu fertiles.

Cela posait un problème de rendement marginal décroissant des terres et d’accroissement des rentes des propriétaires terriens.

La peste a réduit les terres en culture. Remembrement -> éco d’échelle.

La paysannerie a été grande gagnante.

+ pénurie de travailleurs entrainent une aug des salaires nominaux et une évolution de statuts des travailleurs (baisse du servage).

Les propriétaires fonciers ont fait pression (ordonnances of labor) pour que les salaires des travailleurs soient les mêmes qu’avant la peste.

Cela a modifié la répartition des revenus (baisses des rentes et hausse des salaires de la paysannerie).

Cela se traduit par l’apparition d’un début du capitalisme et une période de « pré-renaissance » (innovation).

Olivier Artus

La covid, les étudiants certains satisfaits et d’autres aux extrêmes plus compliqués. Amplification des écarts sociaux.

Chute de Babylone dans la bible hébraïque comme éléments d’analyses (exil des élites pendants 50 ans, retour avec déséquilibres sociaux et domination des Perses avec des conditions fiscales déterminées et un impôt forfaitaire que la récolte soit bonne ou pas).

Travail à partir de la Thora.

On a une paupérisation des propriétaires (deviennent des esclaves quand ils sont endettés).

On a des mesures innovantes pour y faire face : remise à 0 de toutes les dettes tous les 7 ans et tous les 50 ans ont re-réparti le patrimoine comme avant pour maintenir la fraternité.

Ces mesures sont certainement des utopies et des propositions (on ne peut pas le savoir à partir des textes bibliques).

Ces mesures sont-elles valables auj ? (remise de dette et ses effets …)

**S. Tétard**

On a constaté une vulnérabilité dans le cadre intrafamillial.

Avec confinement et couvre faux : moins de violence aux personnes dans l’espace public.

Dans le cadre familial : + 9% de violence.

La crise fut un catalyseur et a montré les faiblesses du système.

**Retour sur les fakenews**

P Dockès

Il y avait déjà de la manipulation de l’informations

Pendant les épidémies, il y avait l’anomie : on ne craignait plus les lois et les dieux = comportement déviants.

Il y avait une dissolution des liens sociaux également.

Les rumeurs et croyances diverses étaient très importantes.

Ex : épidémie dues à l’alignement des planètes

Croyances sur des remèdes divers (ex : il faut fumer la pipe)

+ la question des boucs émissaires (grande peste 1447-49 = pogrom contre les juifs avec massacres ou 1720 à Marseille : les protestants, les sorcières furent accusées, les lépreux)

On a retrouvé cela dans les PED avec des accusations sur ceux qui répandent la COVID.

**P Artus**

On s’est trompé sur les effets systémiques de la crise (déglobalisation, capitalisme + inclusif)

Actuellement c’est l’inverse : surglobalisation (+25% importation pour la Chine en 1 an)

L’Etat a évité les inégalités, les taux de marge des entreprises beaucoup augmenté avec une répartition des bénéfices au bénéfices des entreprises).

On ne s’est pas trompé sur le rôle croissance de l’Etat. On lui demande de s’occuper de tout : rôle contracyclique mais aussi structurel.

P. Dockès : dans les grandes épidémies de peste du 17e s et 18e s, on voit une montée du contrôle social jusque l’Etat même si ce contrôle est plus local.

Pour Marseille, on avait un système de contrôle très important qui pourrait se passer en termes de contrôle sociale aujourd’hui.

P. Artus, pendant la crise on arrête les règles traditionnelles (16% du PIB de déficit public aux USA). Le consensus est que l’on re-ferait la même chose.

Pour ce qui suit, le contrôle social, la demande d’intervention massive de l’Etat en allocation des ressources sont plus discutés.

Cette demande est mondiale, même au RU.

Remarque ; sur les remises de dettes, il y en a tout le temps mais il y a 2 questions :

* Le cas Chinois avec la route de la soie et le surendettement de certains pays d’Asie et d’Afrique où la Chine ne va pas remettre de dettes a priori. Cela risque de poser un pbl.
* Le cas de la Grèce sur la remise de dette qui a fait l’objet de nombreux débats. Auj, il y a un nouveau dogme avec une remise de dette d’un pays européen et avancé sans lui demander des sacrifices énormes.

Il est techniquement possible auj d’annulation de dettes des pays européens.

O Artus, il n’y a pas eu de réflexion poussée sur la vulnérabilité des populations au cours de la crise.

Points de vigilance pour l’avenir

* P Artus, la vulnérabilité du numérique en termes de sécurité et de vulnérabilité sociale avec la polarisation du marché du travail
* O Artus, le risque de désintégration sociale avec les disparités entre les groupes de population. Le risque de discrédit du politique et le débat politique.

Une éducation à l’acceptation des vulnérabilités de la population.

* S Tétard, pas trop de rapidité dans les réunions. Il faut se concentrer sur ce qui existe déjà, ne pas trop prendre les décisions en urgence. Il faut prendre le temps pour des lois de cohérence.
* P Dockès : 3 crises nous menacent : climatique, sociale, financière.

Il faut éviter que la gestion de certaines crises aggrave d’autres. Ex : endettement privé face à la crise sociale peut avoir des répercussions sur celle financière.

Retour sur l’ « idée du monde d’après » dans l’histoire. Dans les grandes épidémies du passé, on pensait que monde « d’après » était celui après une apocalypse donc l’entrée dans le royaume du Christ pour 1000 ans car la peste était une punition divine.

Il y avait des visions millénaristes. On retrouve cela dans le discours de certains collapsologues.

Création de cette masse monétaire, quelles csq pour la France ?

PA : La monnaie hélicoptère, personne ne s’en plaint. Se pose la question de la facture ?

Conséquences : spéculations et enrichissement pas toujours justifiés de certaines personnes. Cela pose le pbl pour les PED.

PA : cette crise va-t-elle changer le rapport au travail ? cela va avoir des csq. On voit ce point aux USA et beaucoup moins en Europe.

La 4e RI et ubérisation pose pbl car on constate que la qualité des emplois est dégradée par les nouvelles innovations.

Ce n’est pas lié au capitalisme libéral mais à la nature du progrès technique car on constate le même élément en Chine.

P Dockès

Après des chocs extrêmes, les pays et villes ont une certaine résilience et situation contrastée par rapport à ce qui se passait avant.

Les villes qui se portaient bien avant ont rebondi beaucoup plus vite après ces chocs que les autres.

**Gérer la dette publique post covid**

**04/11/2021 14h-15h30**

Philippe Aghion, collège de France

Jézabel Coupey-Soubeyran (Paris 1 et Cepii)

Valéria Rabault (ass nationale)

Xavier Timbeau (OFCE)

Modérateur : J p Vittori

Thie monétaire moderne : pas de limites à la création monétaire sauf les contraintes physiques (qté de travail dispo, MP)

P Aghion

Il est important d’agir sans endommager la croissance future.

Il faut reprendre les critère de dettes mais il va falloir s’interroger sur la structure des dépenses publiques et les priorités en matière de dépenses pour favoriser la croissance éco.

Tout cela ne peut marcher qu’en cas de garantie de bonnes gouvernances de la dépense publique.

Ex : Draghi en Italie

**X Timbeau**

Debtwatch = simulation de dette publique et soutenabilité de la dette.(application de l’OFCE et code source dispo)

La dette publique et son évolution dépend de multiples paramètres et hypothèses.

On fixe une cible de dette et l’application précise le montant d’impôts ou baisse de dépenses pour atteindre cet objectif.

La croissance est un paramètre essentiel pour la gestion de la dette et sa trajectoire.

Le changement climatique est également une variable très importante sur les trajectoires.

Les taux d’intérêt vont également être essentiel si tx Iet > croissance nominale il vaut mieux être à 60% du PIB de Dette publiques.

Si les taux d’Iêt aug moins le taux de 60% n’est plus une augmentation.

Débat actuellement au sein de l’UE sur les cibles de dette (60% ou 100% …).

Il ne faut pas de rigueur par rapport à la dette publique car cela délite la confiance (pol de rigueur -> compression du PIB -> ratio de la dette aug -> perte de confiance dans la politique).

**Jezabel CS**

Question de la soutenabilité de la dette se pose à l’aune de la transition écologique.

Il faut de la croissance mais quelle croissance ?

Le clivage bonnes dépenses/mauvaises dépenses par pertinent car dép investissement et de fonctionnement peuvent êytre indispensables.

La soutenabilité de la dette n’est pas incompatible avec la transition écologique.

Il va falloir bcp de dépenses publiques pour la transition énergétique. Ces dépenses ne sont pas rentables. Par conséquent, cela est-il compatible avec le financement actuel = financement de marché avec une dde de certaine de rentabilité.

Ce n’est pas compatible sauf si la BCE se porte garant et acheteur en dernier ressort ad vitam aeternam.

Cela risque d’accroitre les inégalités et l’instabilité financière comme le cas du QE en ce moment.

Il faut relance rle policy mix d’ensemble et le schéma de financement de l’Etat.

Il faut mieux coordonner la politique budgétaire avec une politique monétaire différentes.

Il faut verdir cette politique monétaire en demandant des banques avec des bilans plus « verts » comme condition de refinancement.

Monnaie hélicoptère pour faire face à la transition pour les ménages.

Il faut un vrai cordon de financement entre BC et Etat et pas de manière hypocrite comme actuellement.

Il faut revenir sur l’article 123 du traité sur le SEBC (pas d’assistance fi aux Etats). Cet art est contourné par le rachat d’actifs et titres sur les marchés secondaires et non primaires.

La BC pourrait faire des prêts à taux à 0 aux Etats voire même de l’argent pour la transition économique.

**Valéria R**

On enlève les critères de Maastricht

On enlève les critères de la dette

On s’interroge sur les dépenses et les investissements d’avenir.

C’est quoi une dépense publique inutile ?

PA

Agir sur le millefeuille administratif.

Il faut garantir l’efficacité de la dépense publique, se soumettre à des critères d’efficacité (cela dépend de la gouvernance) et faire des tests.

Il faut réfléchir aux indicateurs de calcul de la performance

VR

Il faut revenir à l’esprit scientifique et à la prise de risque dans le domaine scientifique.

En France on se noît dans une quantité énorme de mesures.

On accompagne, on saupoudre ce qui ne crée pas d’effets d’entrainement.

XT

Si on reste sur la BCE post Draghi, les titres de dette publique continueront à être à taux bas car il y a une assurance de remboursement de la dette grâce à la BCE acheteur en dernier ressort.

De même ce qui compte, n’est pas le montant de la dette mais la charge de la dette (réflexion importante aux USA).

**J CS**

Va se poser la question de l’annulation de la dette car la transition énergétique va coûter très cher avec beaucoup d’Ients peu rentables.

Si on veut gagner du temps, on peut conditionner l’annulation de la dette au bilan de la Bq centrale.

Il faudrait conditionner l’annulation de la banque centrale à des Ients pour le même montant que ceux de la Bq centrale.

Annulation de la dette :

Actif des Bq Centrale 3500 Mds de dette publique (par le SEBC), on annule ces 3500 Mds en conditionnant à des Ients.

Quand l’Etat doit de l’argent à la BC, l’Etat ne le doit pas à lui-même, il n’y a pas de consolidation, ce n’est pas la même chose comme beaucoup le dise

S’il y a annulation de dettes, il faut un accord sur la conditionnalité mais cela ne doit pas être dans les mains dans la BCE car ce n’est pas sa mission.

La soumission actuelle existe à la BCE, il faut trouver un accord politique de haut niveau avec les parties prenantes pour trouver les priorités.

**VR**

Avec target 2 c’est la banque allemande qui finance en grande partie la Bq centrale et donc la politique monétaire.

Il est fort probable que les All ne seront pas d’accord avec l’annulation de la dette.

Il serait potentiellement possible de geler la dette de la BC plutôt que de l’annuler.

Le principe de réalité cependant existe car au parlement européen il n’y a pas de consensus sur la dette et son annulation et plutôt une opposition.

Q/ Pourquoi remettre les règles du PSC en 2023 car elles ne sont pas soutenables ?

Il y a une discussion sur le critère de la dette.

Il y a des discussions sur la mise en avant de l’investissement en priorité ce qui demande des contreparties dans le cadre des renégociations des règles européennes.

Il n’y pas de discussion suffisante sur le déficit structurel et sur le mode de calcul.

Il va falloir des négociations importantes au sein de l’UE sur du donnant/donnant comme l’a fait Draghi.

J CS insiste sur la nécessité de revoir les outils de politique monétaire et notamment le QE qui accroit les inégalités.

VR

5 secteurs clés pour Ient : la santé, l’agriculture, les transports, l’énergie et la sécu numérique

Quelles leçons du Japon ?

On peut vivre avec une dette très importante

Risque de zombification du syst financier avec les dettes détenues par la BC

Importance de savoir où on va car le Japon au bout de 20 ans ne sait plus comment revenir en arrière.

**Lutter contre le délitement des services publics**

**04/11/2021 16h-17h30**

Philippe Aghion, collège de France

Elie Cohen (CNRS)

Amélie de Montchalin (ministre de la transfo° publique)

Thierry Mailet (PDG gpe Transdev)

Modérateur : JP Chapel

**Elie Cohen**

On a connu une période où on vient de se reposer sur les services publics (santé, éducation, …).

On a constaté des dysfonctionnements (santé : fermeture de lit, menaces de démissions ; dans l’éducation : pbl de recrutement, …)

Les services publics reposent sur 3 principes : égalité, continuité, mutabilité (le service public doit s’adapter au meilleur niveau de la techno et derniers dévlpmt).

Ces 3 grands principes sont-ils efficaces ? ont-ils été mis en cause ?

On va soumettre les différents services publics aux tests de ces 3 principes face à la covid 19.

**A de M**

Résilience des services publics réels avec une certaine satisfaction des usagers.

La crise a accéléré certaines transformations.

3 chantiers

* Le numérique

« bon numérique » = répond au besoin des français pour faire des démarches (France connect)

Démarches admi à 85% en ligne avec un pilotage de la qualité.

Aidant connect pour que les aidants fassent des démarches.

Mise en œuvre d’une admi° proactive pour que les droits soient connus et respectés et éviter le non recours. (ex : RSE inscrit d’office à la mutuelle à 1€)

* Proximité et humanisation : le numérique ne fait pas tout. Il y a les espaces France services (lieu, bus, ….), objectif est d’accompagner les personnes dans leur démarche dans tous les départements. Fin surfacturation des n° public.
* Amélioration continue

Mesure de la satisfaction et des résultats.

Récupération d’avis qualitatifs.

Cela s’inscrit dans la réforme de la haute fonction publique.

Ils veulent développer les fonctions opérationnelles sur les inspections.

Le nombre de fonctionnaires n’est pas un objectif mais une conséquence des différentes réformes.

**P Aghion**

Question de l’éducation : délitement ?

Test PISA se détériore au cours du temps.

La performance au test pisa dépend de plus en plus des origines sociales.

Comment renverser la vapeur ?

France dépense en % de PIB autant que la Finlande.

Finlande, il y a des standards nationaux (nbre max d’élèves, statut des prof et formation bac + 5 et 1.5 an de formation et formation régulière) puis une grande autonomie des établissements.

Gestion décentralisée des écoles + des tuteurs.

Il y a eu des études sut la performance scolaire et les perspectives de carrière = taille des classe, le tutorat, la qualité des profs et formation sont des éléments importants.

Charters school aux USA ds les régions où il y a des difficultés : discipline forte, devoir à l’école, tuteurs, compétences de base

Il faut se soumettre à des facteurs de gouvernance et de performance.

L’idée est de dire qu’il faut des contrats avec les enseignants. Il faut des missions pédagogiques avec une discussion aussi sur les salaires et le tutorat, …

**T Mailet (transdev)**

**Services publics** ne veut pas dire gestion par l’Etat mais définition de certaines missions ce qui n’empêche pas la mise en concurrence.

En France, fermeture à la concurrence du train régional conduit à moins de TER, en Allemagne 3 fois plus de trains et mieux payés.

En All, on décentralise de manière importante, on calcule la performance et le coût.

En matière d’urbanisme, depuis les années 90 : disparition d’emplois industriels, concentration d’emplois dans certaines zones et cela a accru les distances de transport.

40 km /j par habitant en moyenne, distance de + en + longue et en voiture.

Cela ne sert à rien d’accroître l’offre de transport en centre-ville. Il faut aller plus loin en périphérie et améliorer la qualité de l’offre.

Il faut un urbanisme plus raisonnable et plus dense

+ il faut trouver des solutions dans la gouvernance dans une logique de bassin de vie (lieu de vie personnelle, lieu de vie professionnelle).

Transdev fait du benchmarking interne, partage de pratique, décentralisation et standardisation des résultats avec mesures et contrôles.

**Quelles limites à la délégation du privé de services publics ?**

Santé, éducation, … le prix n’est pas le même.

Tout ce qui est régalien = noyau dur de l’Etat, assuré par des services Etatiques et fonctionnaires d’Etat.

Les services publics c’est autre chose. Il peut y avoir des délégations sous la surveillance de régulateur.

Sur la politique de redistribution, il peut y avoir des services publics, privés, statut mutualiste.

Il faut bien préciser le rôle de l’Etat.

E Cohen : Stress test des services publics

1re étape : pas de masques, pas d’équipement sanitaire … vulnérabilité du syst de santé.

Dépendance pour de nombreux appro

2e étape : on a découvert des dysfonctionnements majeurs (stocks non renouvelés, …)

L’Etat avait été prévoyant et tout s’était délité.

Les réactions de l’Etat central pouvaient être brutales (réquisition des masques sur le tarmac).

+ querelles de compétences

3e étape : France pas capable de produire des vaccins innovants et même traditionnel.

Or la France est n°1 de la protection sociale en termes de dépenses sociales.

4e étape : démotivation dans l’hôpital public et démission, manque de personnel, fermeture de lits.

Cela renvoie à l’orga° de l’Etat, territoriale, de la protection sociale, du financement de l’innovation.

Il faut revoir le modèle économique et social plus globalement.

Quelques points à revoir :

* Comment organise-t-on la réponse à l’urgence ? (image du diesel utilisé)
* Comment gérer la situation dans les hôpitaux publics ? il y a un coût administratif de gestion bcp plus lourd.
* Une transformation de la gouvernance ne modifierait-il pas la motivation des agents ?

**Rebâtir la souveraineté technologique**

 **04/11/2021 de 18h à 20h**

Elie Cohen (CNRS)

Sylvie Goulard (BDF)

Sébastien Jean (CEPII)

André Loesekrug-Pietri (président de JEDI)

Modérateur : J P Vittori

Elie Cohen

Pendant 20-30 les Chinois ont bâti leur hégémonie dans les télécom par l’imitation par la protection et par la mise en œuvre d’un système Colbertiste avec la recherche de l’autonomie.

Il faut d’abord ouvrir le marché, exploiter les compétences de partenaires extérieurs puis utilisation de l’arme réglementaire, puis la favorisation de champions nationaux, protectionnisme offensif, puis généraliser l’usage de ces technologies puis projeter cette compétence acquise dans le RDM avec notamment du dumping.

Il s’agit d’une vision stratégique sur la durée avec une stratégie de rattrapage par imitation, puis une stratégie pour aller à la frontière technologique.

Les Chinois actuellement finance un bouquet de satellites dans la 6G + crée une norme pour l’imposer.

En Europe on pense davantage à la réglementation et la norme en amont et des micro test avec des moyens moins importants.

Il y a donc une différence de stratégies.

Aux USA la stratégie est différente sur le vaccin notamment. Trump a réuni les principaux industriels, a demandé de combien ils avaient besoin pour un vaccin en 6 mois : 12 mds de dollar, DARDA va gérer l’allocation des ressources.

Il y a eu des difficultés mais un dispositif d’urgence levait les difficultés avec 20 Mds de dollars sur la table.

En Europe c’est 750 M d’€.

Il y a des différences de moyens mais aussi de prise de sérieux de ce qu’il faut faire pour atteindre la frontière technologique.

On a appris très vite de cette expérience avec « Era » pour imiter le « barda » américain.

Il y a des effets d’apprentissage en Europe mais il y a une différence d’ordres de grandeur.

Des efforts sont notamment fait sur la 6G.

**S Goulard**

Colbert ne fut pas une réussite économique pour la France.

L’Europe a les mains liées par rapport à son mandat car de nombreuses compétences ne sont pas partagées.

Du côté financier, nous avons les moyens mais il faut arrêter les A/R incessants entre national/Europe.

Cette schizophrénie est contreproductive.

Le droit est important mais l’approche systémique est différente.

L’Euro est un transfert à froid de compétences et c’est une structure qui peut être intéressante.

**Est-ce trop tard pour l’Europe ?**

Il est très tard mais pas trop tard.

Nous avons raté des épisodes et peu de temps à perdre.

**S. Jean**

L’optimisme sur la politique industrielle de la Chine est à tempérer.

On est face à un grand défi car nous sommes en retard.

3 forces jouent :

* Les tensions internationales géo-politiques = il faut prendre en compte ces tensions et sanctions diverses où l’UE n’est pas bien armée car ce n’est pas pour cela qu’elle a été créée.
* Les pbl de biens publics mondiaux et climatique = il y a une rupture climatique à gérer.

Ex : dans l’automobile passage à 2 mondes différents (thermique, électrique) dans un temps très court. Or c’est un pilier industriel de l’Europe.

L’Europe est bonne sur l’innovation incrémentale mais beaucoup moins sur l’innovation de rupture.

* La révolution numérique

Il y a un monde plus politique et la nécessité de se réinventer.

Il faut proposer un cadre lisible, montrer le cap à LT pour coordonner les anticipations des agents.

(cap, arme réglementaire, politique d’achats publics, des infrastructures …)

La pol de la concurrence ne doit pas être remise en cause.

**A LP**

Président de JEDI pour reprendre le leadership techno

Constat alarmant malgré un optimisme.

En capitalisation boursière :

Renault = 1/100e de Tesla

WW = 1/15e de Tesla

Ariane 2 lancements depuis début d’année 2021, SpaceX 15

On perd des parts de marché sur le cloud

On ne peut pas s’en sortir avec des trajectoires incrémentales mais des ruptures technologiques.

On confond numérique et technologique.

La deep tech est une évolution énorme faisant intervenir de multiple discipline (biologie, …), on rentre dans un monde où personne ne comprend ce qui arrive vraiment.

On a de plus en plus besoin de la tech mais la défiance augmente sans cesse.

Optimisme : c’est une guerre qui n’est jamais terminée.

Les cartes rebattues en permanence. Il y a une imitation incessante, des disruptions importantes.

Ce qui est cardinal = les anticipations MAIS incertitude de plus en plus importante.

Cela explique les tentations de modèles autoritaires à la chinoise.

Cela touche donc à la question de la démocratie.

Il faut de la prospective mais elle est très balbutiante et les semestres européens donne des visions court-termistes.

La DARPA est au départ du domaine militaire car il y a cette vision de LT.

Il faut du LT et une remise en question incessante.

Il faut éviter le saupoudrage, il faut se concentrer, éviter la multiplication des pôles de compétences. Il faut éviter une organisation totalement centralisée.

Il faut faire confiance aux acteurs.

Ce n’est pas une question d’argent mais une question de méthode.

Comment créer l’agilité de LT

DARPA (recherche aux USA de la défense) c’est 3 Mds par an.

Auj il faut être de plus en plus être numéro 1 (the winner take all) et être 2e peut coûter très cher et rapporter peu.

SG

L’éducation sera la clé pour la réussite. La conquête intellectuelle de la nouvelle frontière technologique est difficile et sous-estimée.

**Ne faut-il pas choisir un axe de dvlpmt technologique ou un nombre d’axes limités ?**

**France 2030, les axes sont-ils pertinents ?**

**ALP**

Auj, le grand retour de l’Etat est inquiétant.

Etat 1.0 est dépassé mais il faut un Etat 2.0

Nous sommes fragmentés sur les Etats, on choisit le winner et c’est dangereux car on s’enlève des perspectives (ex : plan batterie).

Il faut que nous inventions plutôt que d’imitation (E Musk, Airbus, …).

Il faut chercher à répondre des grands enjeux sociétaux.

**E Cohen**

La politique industrielle est une politique de développement.

Il y a des opportunités (guerres, épidémie, rattrapage, …) qu’il faut saisir par une orientation de l’Etat.

Une approche Colbertiste est utilisable comme la Chine l’a fait.

**Entre décroissance et croissance verte**

**05/11/2021 de 9h à 10h30**

Daniel Lenoir (psdt de l’Idies)

Denis Clerc (alter éco)

Florence Jany-Catrice (Prof d’éco Lille)

Aurore Lalucq (députée européenne)

Xavier Timbeau (OFCE)

D. Lenoir :

IDIES organisme en faveur de la com de l’info éco et sociale.

Débat sur la croissance est ancien et avant stt ciblé sur les indicateurs de richesse.

L’optique auj est plus en amont pas sur les indicateurs mais sur la question de la croissance.

Opposition entre la croissance verte et la décroissance promut par certains.

Ce dilemme est une impasse et il faut réfléchir autrement à la question de la croissance.

Intuition de Keynes : obj est le plein emploi qui n’est pas automatique.

La croissance est devenue un obj et le plein emploi est une résultante ce qui a dévoyé l’objectif premier est le plein emploi.

La croissance peut être source d’appauvrissement (du patrimoine naturel) et aug le risque de catastrophe qui n’est pas assurable.

Il est donc difficile d’internaliser ces risques devenus inassurables.

On est malgré le « monde d’après » on est revenu à un modèle de croissance du monde d’avant.

Le jour du dépassement est revenu à son niveau avant la crise.

Le risque de catastrophe est revenu à ses niveaux d’avant.

Obj : utilisation optimale de la RH et matérielle

Faire une expérience de pensée, imaginer une utopie (de la contrefactuelle), une autre croissance et les csq sur les modes de régulation.

**Xavier Timbeau**

Citation de Keynes : « les 2 vices marquants : le plein emploi n’est pas assuré + allocation des ressources pas équitables ».

Keynes accepte le capitalisme tel que transmis par Marshall qui l’a formé. Il accepte le système décentralisé de coordination. Le système est cependant vicié.

Keynes veut aller plus loin que le capitalisme avec la question du monde fini et l’aug de la population.

Si le capitalisme ne le prend pas en compte, il risque d’arriver à sa fin.

Keynes a milité après la guerre pour un système éco pour éviter de nouveaux conflits.

Etre keynésien auj c’est dire : le capitalisme a de nombreux avantages, il a des vices et faut dépasser ces vices.

Obj = plein emploi, juste distribution des revenus et soutenabilité environnementale.

A aucun moment la croissance est un obj, c’est un résultat. La décroissance peut d’ailleurs être un résultat.

Il y a des éléments concrets sur le changement de ses habitudes : alimentaires, modes de transport, moins de chauffage, moins de clim, pas de vacances à l’autre bout de la planète, … sobriété vers laquelle on doit tendre.

On rentre dans l’intimité des personnes.

Il faut être super keynésien …

**Florence Jany-Catrice**

L’alternative n’est pas entre un communisme autoritaire et un kenésianisme renouvelé et + écologique.

Il faut trouver une autre voie.

Retour sur Solow pour expliquer cette obsession de la croissance éco.

Qd Solow a proposé ses modèles, il mettait en avant la loi des rendements décroissants -> stagnation.

Il appelait le progrès technique à la rescousse pour dépasser la loi des rdmt décroissants, PT exogène.

Dans les années 80, thie de la croissance endogène et cercle vertueux. Il a été inventé au début des années 80 que la croissance pourrait être illimitée.

Cela a été fait une dizaine d’années après le rapport Meadows.

Rapport Nordhaus et Tobin inscrive ces points dans leur analyse.

On est uniquement sur la soutenabilité faible et pas de découplage absolu ce qui nécessaire.

La croissance verte apparaît alors.

il faut réenchasser l’économie dans l’économie.

On ne peut plus réfléchir aux dégâts en les qualifiant comme des externalités et plus de réfléchir sur l’anthropocène et capitalocène pour caractériser ces dégâts.

Il faut réendogénéiser l’analyse des crises et notamment les zoonoses (maladies se transmettant des animaux aux hommes).

Il va falloir investir massivement mais aussi désinvestir dans les domaines nuisibles.

Ce désinvestissement massif devra être accompagné.

Il faudra aussi faire preuve de sobriété.

Il faudra renouer avec des formes modernes de planification.

+ co-construction avec les citoyens sur des indicateurs de richesse.

C’est indispensable car le pilotage de l’action publique se fait par des indicateurs.

Ce sont des outils de la connaissance mais aussi des outils d’action.

On peut s’inspirer du doughnut (modèle économique de Kate Raworth), de seuil maximum.

Se pose le débat de la démocratie sociale et environnementale.

Il faudra s’interroger sur à qui laisse-t-on la mesure de ces indicateurs.

**D Clerc**

**Gobal cabonate project =** information sur les différents indicateurs.

Quand on regarde, on constate que l’on consomme moins de carbone pour les ménages et entreprises depuis les années 90.

Cependant, quand on fait le bilan carbone de nos importations c’est +60% depuis les années 90.

La désindustrialisation a conduit à l’aug des importations.

Il faut changer notre modèle de société.

On a un commissaire au plan = aucun rapport de ce commissaire au plan.

Or l’urgence est de planifier les choses.

Il va falloir faire de véritables efforts, on ne sait pas comment mettre en œuvre cela pour l’acceptation de ces mesures (ex : 90 km/h sur l’autoroute, réduction de 50% de la viande rouge, habitat correct utile, ss émission de gaz à effet de serre).

Comment la macroéco peut intégrer de la micro (comportement individuel) en faisant comprendre que c’est pour le bien commun.

**Aurore Lalucq**

Ce débat était « off » et maintenant « in » officiel.

Kuznets a tjs indiqué que le PIB (en 33) n’était pas un indicateur de bien-être.

Veblen fera des critiques, Bob Kennedy, L Johnson feront des débats critiques rapidement.

La glorification du résidu de Solow est maladroit car c’est un impensée.

Derrière arrive la soutenabilité faible avec la substitution des capitaux qui a structuré la pensée d’aujourd’hui est maladroit.

De même la référence aux externalités pose pbl car cela est vu comme extérieur au modèle.

On n’accepte pas les limites de la biosphère en internalisant les externalités.

Il faudra faire un autre raisonnement et accepté cette limite de la biosphère.

On ne doit pas faire disparaître le PIB comme indicateur mais se demander ce que sont les priorités et les objectifs.

Si l’objectif est la transition écologique et le social, il faut créer des indicateurs.

Le Donut a pour avantage d’avoir un côté performatif.

Il faut revoir les finalités et c’est à partir des finalités qu’il propose des solutions notamment politique/économique.

« Les politiques au volant de la voiture, les économistes à l’arrière » (Keynes).

« le bonheur est un chose trop sérieuse pour être laissé aux mains des économiste » (Ph Frémeau).

Prix du carbone auj : 60€ la tonne

C’est important et cela modifie certains comportements.

La Q est : faut-il appliquer le px du carbone à tout ? Cela concerne les gros consommateurs auj.

Sur le consumérisme, c’est un mode de fonctionnement de nos stés. Il faudrait désinvestir sur tout le secteur de la pub.

Le prix du carbone n’est pas LA solution, il faut raisonner en termes systémique.

Il faut penser justice sociale et de manière systémique.

**Découplage relatif =** l’idée est que l’important est qu’il y ait un ralentissement des émissions de gaz à effet de serre par rapport à la croissance éco. Aug des gaz à effet de serre < croissance éco

**Découplage absolu** = baisse des émissions des gaz à effet de serre quelque soit la croissance éco.

Or la croissance éco pas compatible la baisse d’émission de GES.

Il y a la sobriété voulue = choix volontaire

La sobriété imposée = la pauvreté.

**Comment le télétravail change l’emploi**

**05/11/2021 de 11h à 12h30**

Jean Viard CNRS CEVIPOF

Antonin Bergeaud BDF

Audrey Richard DRH Up et représentant association des DRH

Valérie Decaux DRH de La Poste

Antonin Bergeaud

22% des employés auj en télétravail au moins 1 journée

Avant 3% plus de 20% auj.

Quel avenir ?

Enquête de l’OCDE, majorité vont changer leurs habitudes par rapport à avant l’épidémie.

Google et apple par géolocalisation des téléphones savent si les personnes sont chez elles ou pas.

On est entre 10 à 20 points en dessous des moyennes du télétravail par rapport à avant.

Jean Viard

Nouvelle relation de travail.

Le mode de vie prime sur le lieu de production.

On est au milieu d’un bouleversement social. Crise pas terminée, les entreprises s’interroges encore.

Comme pour les 35h se pose la question de la place des enfants.

Audrey Richard

Ca a été une préoccupation majeure.

Le télétravail n’est plus le 1er élément.

Le travail auj est du travail hybride. Ne pas le faire est un risque pour l’entreprise.

Se pose la question stt de la pénurie de main d’œuvre et de compétences.

Le télétravail est un point mais le lien social reste une préocupation

Valérie Decaux DRH de La Poste

Télétravail est une préoccupation.

Début épidémie : 40 000 télétravailleurs chez eux, livraison des ordi, …

Même les fonctions paye et comptables ont aussi été touchées alors que le discours d’avant disait que ce n’était pas possible.

La poste accord de téléw depuis 2013 mais cela concernait une minorité.

2 jours max de télétravail.

Comment ne pas générer une fracture supplémentaire entre ceux dont l’emploi n’est pas télé-travaillable et les autres.

Comment garder un collectif ?

Avant la crise, 5000-6000 personnes sur 180 000 avaient un avenant de téléw

Hier accord à l’avenant existant avec 35 000 télétravailleurs potentiels.

Susanne Rouzaud Directrice de la transformation de la direction de l’immobilier chez Orange

Orange déjà bcp de télétravail.

12j max par mois avant la crise.

Le changement essentiel a stt été culturel montrant que certains pouvaient télétravailler.

La question est le lien social, une attente du collectif avec certains qui veulent revenir.

Obj : créer un syst de réseau dans d’autres lieux de Orange. Il y a une équipe à laquelle il est rattaché et poss d’aller sur un autre site.

Il y a une question sur le bureau, l’immobilier, l’espace de travail.

Négociation actuellement sur le télétravail.

Nouvelles réflexions sur le management, sur l’organisation du travail et du collectif.

Audrey

Changement de l’emploi, 4 axes car :

* Changement de l’orga du travail : c’est l’hybride qui fait fois
* Modification de l’environnement de travail, fermeture de site, espace de co-working. Il faut repenser le lieu avec un esprit de collaboration.
* Révolution sur les managers.
* Révolution du numérique

Il faut travailler sur la dimension individuelle et collective.

**Se pose la question des villes et des conséquences territoriales :**

J Viard

Il y a des lieux comme à la Défense où se pose la question de l’organisation du territoire.

Les villes vont s’étendre le long des lignes des chemins de fer.

Il y a une extension des logements dans des espaces culturels où il y avait beaucoup de résidences secondaires.

Pour la défense, qu’allons faire des bureaux, ne peut-on pas proposer des logements flexibles pour les temps de télétravail.

On est sur un mode local/livraison.

On ne peut pas déplacer le travail mais on peut déplacer la maison avec des priorités au logement social pour certaines populations.

On peut s’interroger sur les tiers lieux (coworking, …) qui créent un nouveau collectif.

A Bergeaud

Le télétravail concerne plus les zones les plus densément peuplés, certaines zones ne sont pas touchées par le télétravail.

Risque de délocalisation à l’étranger faible.

Audrey :

Le télétravail « total » = pas envisagé

La délocalisation n’est pas la priorité actuellement.

Pour le groupe La poste pas de volonté de délocaliser mais il faut se poser la question.

On a des questions qui vont se poser entre eux.

Valérie Decaux

Le télétravail est-il positif ?

Peut-on modifier l’échelle du télétravail aujourd’hui notamment dans l’enseignement (J Viard).

Se pose la question cependant du matériel. Par exemple dans l’enseignement, ce sont les profs qui achètent leurs matériels.

Audrey

Se pose la question matérielle. De plus certains salariés ont déménagés sans rien dire et ont mis devant le fait accompli les entreprises qui devait s’organiser et demandaient du télétravail.

(cela pose la question de la prise en charge des frais de transport et des effets sur la santé du transport).

S Rouzaud

Il n’y a pas de fermeture.

Moins de bureau individuel.

Réflexion sur les espaces.

Il y a des pic le mardi et jeudi du présentiel et cela nécessite des outils.

Il y a les bureaux et les m² de proximité différents du lieu où se trouve l’équipe du travailleur.

Se pose la question de ces m² disponible.

Il ne faut pas sous-estimer les risques du télétravail sur la santé.

J Viard

Sur le tiers lieux.

Il y a de multiples tiers lieux. Il existe énormément de modèles.

C’est la maison du peuple numérique (travail + repas et/ou start-up, services à la personne).

Il ne pense pas qu’il faut le faire par entreprise. L’intérêt est de rencontrer des personnes dans d’autres entreprises.

C’est un enjeu important.

A Bergeaud

Le télétravail a des avantages mais aussi des coûts matériels et des Ients dans le numérique.

Au niveau de l’avantage, on peut augmenter la productivité car les télétravailleurs économisant le temps de transport et commençant à travailler plus tôt.

BDF les entreprises qui font du télétravail sont 6% plus productive que les autres (études avec G Cette).

On a peu d’information sur l’évolution de l’immobilier de bureau.

On voit sur les nouveaux permis de construire, que l’observation ne confirme pas les modèles habituels.

Le nombre de m² de bureau prévu a diminué. Les promoteurs anticipent moins de bureaux dans les zone où beaucoup de télétravail est prévu.

On sait que l’immobilier de bureau coûte cher (loyer pour une entreprise locataire = 8% de la VA).

L’existence de la propriété de l’immobilier pour une entreprise entraine le risque de plus de rigidité géographique.

De plus, on craint une baisse de la valeur du patrimoine immobilier de bureau, or c’est souvent un élément qui sert de garantie dans les entreprises.

Susanne Rouzeaud

Se pose la question de la cybercriminalité.

Le travail devient nomade et l’entreprise doit s’adapter.

Le numérique crée des risques mais il y a des solutions qui sont envisageables.

De même pour l’immobilier, il y a des solutions :

* Des coins de télétravail individuels
* Des coins de télétravail au sein des immeubles.

Il va falloir une adaptation plus forte est rapide.

Valérie Decaux

Le télétravail met encore plus au cœur des entreprises la question de la confiance.

On avait l’illusion du contrôle et du travail avant en présentiel.

Il y a davantage de management par objectif avec des points d’étapes.

On est dans une durabilité des nouvelles modalités qu’il faut installer dans la durée.

La relation au travail est en train de changer.

On est passé de plus en plus à du local et à des communautés.

Avant on parlait de la communauté de travail et aujourd’hui, elle est au sein de multiples communautés.

De plus se pose la question du contrat de travail du 21e siècle et toute la question des indépendants et de la relation avec leur donneur d’ordres.

On perçoit des choses mais on ne sait pas encore ce que ce sera demain.

Cela crée de l’incertitude et de l’anxiété.

**Planifier une transition équitable**

**05/11/2021 de 14h à 15h30**

Cédric Durand prof éco politique genève

Florence Jamy-catrice (Prof éco Lille)

Agnès Labrousse (prof d’U science po Lyon)

Gael Plumecocq (action et dvlpmt INRA)

Modérateur : Camille Dorival

Florence Jamy-catrice (Prof éco Lille)

Tous les économistes sont d’accord sur la transition écologique mais pas sur les remèdes.

1er pôle : libéral : pour répondre les déséquilibres climatiques et sociaux : on peut s’appuyer sur les innovations.

On va lever les rigidités, proposer des signaux prix pour orienter les comportements + utilisation de l’outil de l’évaluation. Ce sont des techno-optimistes.

2e pôle : hétérogène aussi. Retrouve l’intérêt de la valeur politique du temps long. Il faut inventer de nouvelles formes de planification.

Pas de croyance en la main invisible. Le projet productivisme/consumérisme conduit à une impasse.

La croissance éco ne pourrait être remplacée par la croissance verte : c’est incompatible selon elle car cela va vers la soutenabilité faible.

Planifier ?

Il ne faut pas laisser les entrepreneurs et la technologie décider seuls.

Promoteurs sont ambitieux et innovants. Il faut créer un nouveau récit politique et préciser qui doit en juger.

Il faut une bifurcation et une acceptation de cette bifurcation.

Il faut un miracle démocratique (G Giraud) comme lors de la convention citoyenne sur le climat.

5 axes pour une planification écologique :

* Il faudra faire croître rapidement certains secteurs d’activités (énergie renouvelable, mobilité douce, activité du care, soin, matériaux pour l’isolation …). Cela pourrait se faire dans des coopératives et des orga à but lucratif limité.

La BCE peut jouer un rôle important.

* Désinvestir dans les secteurs les + polluants et du tout jetable
* Organiser publiquement une formation pour la reconversion
* La sobriété devra être une des valeurs de la modernité : acculturation, action sur la pub où il faut désinvestir.

Lien avec L Latour sur des délibérations démocratiques sur les activités nuisibles et celle positives.

PID envisagé au Québec = produit intérieur doux (en opposition aux activités dures nuisibles).

* Création collective de nouveaux indicateurs de richesse.

Les indicateurs traditionnels verdis (ex : épargne nette ajustée de la banque mondiale) pas adaptés car soutenabilité faible

Les indicateurs relatifs, sur le ressenti : peu pertinent au niveau macro

Les indicateurs construits sur la base d’interventions citoyennes.

Gael Plumecocq (action et dvlpmt INRAE)

Travail sur la question de l’énergie avec différentes ères énergétiques où les énergies ne chassent pas les autres mais se superposent.

Il a une approche du métabolisme social.

La sté fonctionne avec un métabolisme = produise, consomme, stocke de l’énergie.

Le taux de retour sur l’Ient énergétique = énergie fournie à la sté / energie (in)directe nécessaire pour obtenir, fournir, utiliser cette énergie.

Ce taux est difficile à mesurer.

D’où vient l’énergie fournie = travail sur la thermodynamique.

Boulding = tte production n’est qu’une transformation de la matière ou de l’énergie (60‘s) = image de l’économie en vaisseau spatial où peut faire avec ce que l’on a.

Georgescu-Roegen = entropie = à mesure que l’on utilise de l’énergie, elle se dégrade en un état de moins en moins utilisable = sablier

Cela conduit à des pbl d’irréversibilité.

Comment les économistes gèrent ce pbl :

* Les techno-optimistes, règle de Solow-Hartwick, quand on produit, stock de ressources naturelles baissent, prix aug, sur-profit réinvestit dans du capital technique pour remplacer le capital naturel
* Nordhaus = le marché va créer toutes les incitations par le vecteur prix pour développer des techno de substitution.

On est dans le paradigme de substituabilité et d’optimisme technolgique.

Quand on regarde EROI (TIRE) = il faut qu’il soit au moins à 1.

On constate une évolution cyclique de ce EROI avec des périodes où il y a des technologies qui vont améliorer le EROI (machine à vapeur, nucléaire, …).

La sté peut changer son métabolisme.

Ex : passage d’une énergie-biomasse (eau, air, …) à celle fossile entraine un changement des énergies fossiles.

La théorie de la valeur évolue en conséquence. On passe de la valeur provenant de la nature à la valeur travail.

Cela ne va pas de soi, c’est une évolution de philosophies qui modifie les rapports de force et les jeux d’intérêt.

A chaque « révolution », transition métabolique, il y a des gains d’efficacité (EROI) mais cela est suivi par une baisse.

1865 : paradoxe de Jevons montre que cela semble irréversible. On massifie l’usage des technologies, on a de l’efficacité énergétique mais on consomme de plus en plus d’énergie dont la biomasse.

Conclusion :

* Il faut questionner notre mode de vie ? sobriété, frugalité, la décroissance comme transition.

Ne devrait-on pas passer plus de temps à nous « reposer » comme un principe de résilience.

* Cela suppose de questionner les institutions qui soutiennent ce mode de vie :

Le travail et la logique de l’(im)-productivité, le marché financier, …, le capitalisme.

* Implication épistémologique : il faut avoir une économie plus politique, plus critique vers une éco plus morale (légitimité de certains usages, pratiques par rapport à d’autres).

Cédric Durand (Genève)

**Les antinomies du capitalisme vert.**

G Thunberg « s’il est possible de trouver des solutions au sein du syst alors nous devons changer de syst » (2018)

Solutions : transition équitable.

Système = celui du marché

Julia Steinberger (2020) : on peut vivre décemment avec moins à l’échelle globale.

Il faut définir ce qui est décent : alimentation, logement, lien social, …

Tirole dans un rapport rendu indique l’importance de la valeur carbone comme signal au marché car :

* La plasticité du marché va faire apparaître des solutions.
* Il faut trouver des solutions en termes d’efficience écoq.

La transition n’est pas un diner de Gala :

* On a une crise écologique du capitalisme (crise actuelle d’accès à l’énergie), la transition écologique va être de la décroissance.
* On peut avoir une vision + positive de reconstruction : effort d’Ient = 1 à 6% du PIB mondial chaque année (fort Ient avec incertitude sur le financement et la profitabilité). Pisani-Ferry montre que l’on n’est aps sûre de sauver la croissance malgré tous les Ients.

Conclusion : pas raisonnable de confier la transition au marché

La marché ne peut se projeter sur cet horizon temporel, la transition est une épopée collective, c’est dangereux donc de la ramener à des décisions individuelles.

Chalmer Johnson parle de l’Etat régulateur qui va jouer sur la concurrence et l’efficacité des marché et l’Etat développementaliste ou Etat rationnel planificateur qui recherche l’efficacité et non l’efficience c’est-à-dire l’atteinte d’obj éco et sociaux.

La planification permet une perspective systémique sur les enjeux techniques.

Morgan Stanley parle des risques de « greenflation » par une politique macro et on peut voir les danger d’un prix du carbone unique.

La planification permet une apporche systémique pour identifier les points de faiblesses et les déplacer.

Léontieff parle également de l’intérêt de la planification. Il s’agit de choisir entre des scénarios réalisables.

Isabella Weber (2021) a étudié la planification chinoise, il y a différents niveaux de planification avec des ajustement locaux et des situations hybrides.

La planification doit assurer l’essentiel, une planification matérielle et en nature.

Il ne faut pas exclure le rôle du marché. Le marché par sa main invisible peut pêtre un serviteur du plan.

Agnès Labrousse

Recherche d’une planification polycentrique

Pratiques de planification sont issues des guerres et notamment la 1re ww.

Ce sont des expériences diversifiées avec des régimes variables.

Tentative en France en 14-18 de manière concertée.

La planification soviétique n’est qu’une modalité parmi d’autres.

Il faut trouver une modalité nouvelle

Auteurs mobilisés = Kapp, Ostrom, Unruh = institutionnalistes et évolutionnistes.

Contexte : Rationalité limitée, connaissances dispersées, incertitude radicale, phénomène d’irréversibilité

Critique de la planification soviétique : Hayek, impossible d’un gosplan omniscient avec une planification top/down

Les épouc Ostrom sont d’accord, il ne peut aps y avoir de planificateur omniscient ce qui s’applique aussi à l’expert économique.

Ex : Nordhaus qui décrète que la hausse de la t° de 4° n’a pas de sens.

Hayek sous-estime que certaines connaissances sont de facto centralisées agrégées.

Il faut éviter la planification monocentrique top/down mais ne pas négliger les considérations locales.

Lin&Vince Ostrom insiste sur le caractère participatif de l’action collective

Ex : rapport Blanchard / Tirole n’était pas collaboratif

W Kapp hétérodoxes, pionniers des coûts sociaux et environnementaux d’un marché non coordonné qui vont au-delà des externalités.

Il ne faut pas sous-estimer les dépendances des sentiers suivis (Arthur, David, Unruh) ex : le clavier Qwerty

Il y a des routines, des verrouillages, des dépendances aux sentiers suivis, des systèmes de connaissances et des imaginaires qui peuvent mettre en péril la planète.

Il faut des Ient et de la planification polycentrique pour changer la trajectoire du sentier.

Vince et Lin Ostrom n’insiste pas que sur les systèmes décentralisés mais aussi sur le système polycentrique : multidirectionnel (pas décentralisé totalement pas que top/down).

Chaque unité de décision et d’application dispose d’une capacité d’expérimentation

D’ailleurs, la Chine a un système de planification polycentrique (pour l’industrie)

Ça permet la réduction des coûts, partage de connaissances, feed back.

En situation d’incertitude et de système sociaux et politiques divers, pas de « one best way », pas de monoculture institutionnelle.

Il faut des règles processuelles.

Il faut une circulation entre les différents niveaux de planification.

Il faut expérimenter, apprendre, prioriser, orchestrer.

La délibération est essentielle pour définir les besoins essentiels et décider ce qui doit décroître.

Il faut un Etat co-animateur, chef d’orchestre …

Conditions de réussite :

* Pluralisme des indicateurs et sortir du PIB
* Dvlpmt de recherche et production de données indépendantes privées puissantes pour contrebalancer l’ignorance avec les info exploitées et détenues par les entreprises.

Une sorte de INSEE écologique

* Il faut une redistribution massive des pouvoirs et des richesses. Il faut sécuriser les horizons des plus fragiles = sécurité sociale écologique.
* Il faut du temps pour le changement et la délibération -> baisse du temps de travail pour amortir les restructurations du temps de travail + apprendre de nouveaux modes de vie, délibérer.
* Il faut laisser de l’autonomie à chaque niveau de décision + une dimension impérative pour sortir des promesses non tenues (système de sanction : tribunaux arbitraux écologiques).

Questions :

Sur le haut-commissariat au plan : rien de produit accessible à la population. Ce haut-commissariat a peu de moyens (données, chercheurs, …).

5 notes sur des données diverses mais peu de production car il a peu de moyens.

Sur le « green deal » européen, un engagement 0 carbone en 2050. Pas les moyens pour y parvenir, absence de coordination des Ients, absence des moyens mis en œuvre pour y parvenir, faiblesse institutionnelle comme pour le haut-commissariat.

Scénario très optimiste sur les Ients nécessaires et la volonté de maintenir les mêmes éléments.

Il y a de nombreuses discussions sur la politique de compensation ce qui montre qu’il n’y a pas de remise en question réelle du système.

Eviter les dommages, réduire les dommages, les compenser ce sont les 3 séquences face à une réforme.

Eviter les dommages suite au changement de système n’est pas possible, réduire les dommages également donc on compense montrant qu’il n’y a pas de changement de paradigmes.

Les marchés financiers pas pertinents pour le financement car c’est trop risqué, incertain et pas toujours rentable.

**Daniela Gabor 2020 (consensus de Wall Street)**: état va garantir les Ients pour enlever le risque : tout le risque va être absorber par la puissance publique et tous les bénéfices seront pour les marchés fi.